

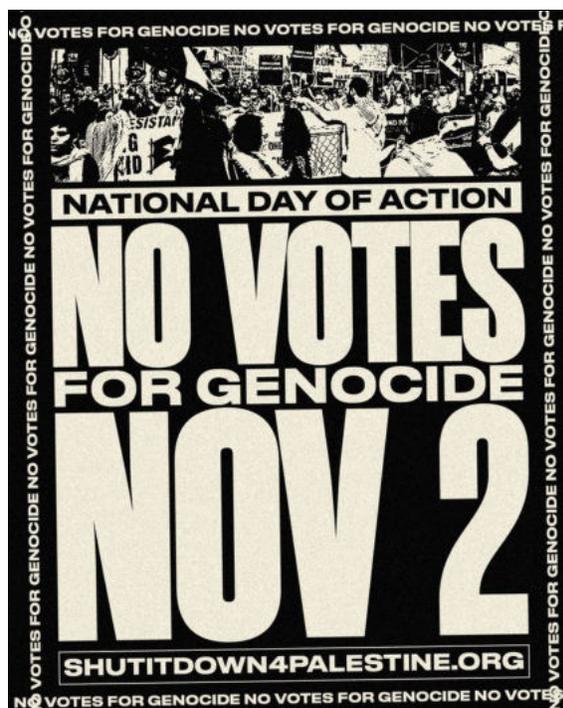
nombre de voix au collège électoral, il n'apportera pas le type de changement souhaité par le peuple. Quel que soit le vainqueur, la classe ouvrière et le peuple américains continueront à lutter pour les droits de tous et toutes, dans leur pays et à l'étranger. Même si la campagne touche à sa fin, ils continuent à s'opposer au génocide, à Gaza et au Liban, et à faire leurs réclamations à la société. Des manifestations militantes auront lieu le 2 novembre dans de nombreuses villes à l'appel : Pas de vote pour le génocide !

Que ce soit sur les campus, les lieux de travail ou les communautés, les États-Uniens intensifient leur résistance organisée et développent une voie populaire pour apporter le changement nécessaire à la société et au pouvoir. Des débats, des séminaires, des tribunaux et des manifestations sont prévus dans les mois à venir pour exiger des comptes aux responsables des gouvernements et des universités.

Les tentatives frénétiques de dissimuler le fait que les élections servent à bloquer le changement demandé sont telles que la dernière semaine de la campagne est devenue totalement irrationnelle. On assiste à la juxtaposition de l'extrême violence et de l'extrême racisme promu par Donald Trump et de l'appel désespéré de Kamala Harris à voter pour elle parce qu'elle n'est pas aussi extrême que Trump. Cela revient à dire aux électeurs qu'elle est un meilleur choix parce qu'elle a tué moins de personnes que Trump, ce qui n'est en fait même pas vrai étant donné le génocide dont l'administration Biden/Harris est responsable à Gaza.

C'est à se demander combien de personnes tuées est acceptable pour être candidat à la présidence. Le fait que les deux candidats représentent la pire machine à tuer jamais connue dans l'ère moderne n'est pas matière à discussion. Il ne faut pas non plus s'intéresser au fait que les deux candidats renforcent les pouvoirs de la police présidentielle en raison de leur impunité et de leur absence de responsabilité pour les crimes de guerre et les génocides perpétrés dans leur pays et à l'étranger. On prétend que Kamala Harris défend la Constitution alors que Donald Trump veut la détruire, mais en réalité ils sont tous deux favorables à l'accroissement des pouvoirs présidentiels qui permettent au président d'agir au-dessus et à l'encontre de la loi en vigueur sur le territoire national et à l'étranger. Mme Harris appelle sans cesse à faire respecter la Constitution pour défendre la démocratie, tandis que M. Trump appelle au retrait de tous les obstacles qui se dressent sur le chemin de « rendre à l'Amérique sa grandeur ».

Nous assistons à une campagne frénétique pour aligner les électeurs derrière Harris, même si les Américains s'opposent à tout ce qu'elle représente, en faisant croire qu'avec elle ils pourront éviter le danger du racisme et de la violence



extrêmes dont Trump est perçu comme étant le représentant, ce qu'il est effectivement. Cependant, il n'est pas rationnel de penser que le système dont Harris fait partie et qu'elle défend n'est pas caractérisé par le même racisme et la même violence extrêmes. Cela va également à l'encontre de la position avancée prise par tous ceux et celles qui s'opposent fermement au génocide et à ses complices.

C'est pourquoi un nombre sans précédent de personnes continueront de rejeter le « choix » entre un candidat et l'autre. Beaucoup le font parce qu'ils rejettent l'ensemble du système que ces candidats représentent. Il est clair pour eux que Harris, Trump et les institutions existantes sont contre la démocratie, la paix et la liberté.

L'histoire appelle les peuples à poursuivre dans leurs efforts pour créer une démocratie moderne de leur cru. La conciliation avec les institutions pourries dites démocratiques, avec la Constitution qui était un compromis avec l'esclavage et l'oligopole, contre la démocratie et pour l'esclavage salarié et pénal, n'est pas une option. Tel est l'enjeu central de cette élection.



Le dysfonctionnement du Congrès, des tribunaux, du département de la Justice, des partis cartellisés et autres

– *Voice of Revolution* –

L'échec de toutes les institutions existantes aux États-Unis est un problème qui conduit la classe dirigeante américaine à recourir à la gouvernance par les pouvoirs de police de la présidence elle-même. C'est pourquoi le programme des deux candidats à la présidence, Kamala Harris et Donald Trump, est de renforcer les pouvoirs présidentiels et de gouverner en toute impunité sur la base de ces pouvoirs de police qui sont au-dessus de l'état de droit.

De nos jours, la présidence est aux mains des intérêts privés étroits. Il est devenu courant que des intérêts privés tels que BlackRock, Goldman Sachs, Amazon, l'industrie de la guerre et leurs semblables dictent les décisions et la ligne de conduite du président. Des gens comme Elon Musk et Reed Hastings de Netflix ne sont pas les seuls susceptibles de se voir confier un poste dans une prochaine administration.

Cela est possible parce que le Congrès, les tribunaux, le département de la Justice, les partis cartellisés et d'autres instances sont devenus dysfonctionnels. Outre les nombreuses preuves de corruption massive, comme le fait que les membres du Congrès sont redevables du financement fourni par des intérêts privés étroits en échange des services qu'ils doivent rendre, le Congrès s'est montré incapable de tenir un débat sérieux sur les questions qui préoccupent les citoyens. Il ne tient aucun compte des besoins du peuple.

L'adoption de lois importantes, autres que celles sur le financement du Pentagone et de la guerre, est limitée. Le Congrès a de nouveau été incapable d'adopter le budget fédéral avant le début de l'année fiscale, le 1er octobre, une question cruciale pour le peuple. Au lieu de cela, le gouvernement est au bord de la paralysie par manque de fonds, ce qui signifie que des centaines de milliers de travailleurs fédéraux seraient licenciés, que les paiements de prestations comme la sécurité sociale et l'assurance santé Medicare seraient menacés, et bien d'autres choses encore. Ensuite, le Congrès n'a accordé que des fonds suffisants pour permettre au gouvernement de fonctionner jusqu'en décembre – commodément, pour éviter de devoir rendre des comptes, après les élections – ce qui signifie qu'une nouvelle fermeture est à craindre à ce moment-là.



Les divisions au sein du Congrès et entre le Congrès, le président et les États, notamment en ce qui concerne l'immigration, l'avortement et le droit de vote, ne sont pas propices à l'adoption de lois importantes ou à une transition pacifique du pouvoir à l'issue de cette élection. Les processus conçus pour régler les conflits de manière pacifique par des tractations pour parvenir à un compromis, comme pour le budget, n'aboutissent plus aux résultats escomptés.

Le point fort de Joe Biden, avant qu'il ne devienne président en 2021, réside dans ses années de sénateur, où les tractations sont devenues sa spécialité. Élu pour la première fois au Sénat des États-Unis en 1972, réélu en 1978, 1984, 1990, 1996, 2002 et 2008, la classe dirigeante espérait que, en tant que président, ses compétences aideraient à préserver l'Union. Loin de là, les contradictions entre les intérêts particuliers aux États-Unis sont telles que la tendance à laisser les affaires entre les mains des tribunaux s'est accrue. Il s'agit aussi bien des tribunaux fédéraux que des tribunaux d'État, qui sont eux-mêmes profondément discrédités, tout comme le département de la Justice lui-même. Les décisions rendues par les tribunaux et le département de la Justice sont tellement partisans et politiques et le niveau de corruption de la Cour suprême est tel que les personnes qui ont la conscience tranquille savent que le système judiciaire fait partie du problème, et non de la solution.

Les incarcérations de masse racistes et les morts aux mains de la police, la privatisation des prisons appartenant aux juges eux-mêmes, l'expansion des camps de détention à durée indéterminée, les policiers qui tuent en toute impunité, la création d'endroits comme « Cop City », la désignation des manifestants comme terroristes et les attaques généralisées contre les mouvements de résistance populaire sont un signe de faiblesse, pas de force. Promettre plus de loi et d'ordre

et supprimer la liberté d'expression au nom de la sécurité est une indication de la direction désastreuse dans laquelle les États-Unis sont de plus en plus engagés.

L'absence de partis politiques fonctionnels est également évidente. Elle se manifeste par le bas niveau du discours politique, au Congrès et dans les campagnes électorales, et par le remplacement de la machine électorale des partis par la machine personnelle des candidats. Les partis ont perdu le contact direct avec la population au niveau local et, même là, les luttes de factions divisent les rangs des organisations de la base.

L'appareil national des partis politiques ne fonctionne plus non plus comme avant, compte tenu des intérêts privés concurrents. Leur tâche principale a été d'organiser les conventions présidentielles tous les quatre ans et de financer les campagnes, mais aujourd'hui, c'est la faction qui domine dans un État ou une course fédérale donnée qui détermine qui reçoit ou non des fonds, qui est confronté à des contestations dans ses propres rangs lors des élections primaires, etc.

Des membres du Congrès comme Jamal Bowman et Cori Bush, tous deux fervents défenseurs de la Palestine, ont été battus par leurs collègues « démocrates » lors de leurs primaires. C'est en partie grâce à l'énorme financement fourni par l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) des sionistes, 14,5 millions de dollars pour la seule défaite de Bowman. Bien entendu, un tel financement n'est pas considéré comme de l'ingérence étrangère dans une élection.

Ajoutez à cela l'intervention des services de renseignement deux semaines avant l'élection, affirmant que l'ingérence étrangère de la Russie et de la Chine « sape la confiance dans les élections ». Il ne s'agit pas seulement d'attiser la peur, mais d'une tentative de détourner l'attention du mécontentement général et du rejet des institutions existantes, où la confiance de la population a atteint son niveau le plus bas. Cet effort de diversion, considéré comme un moyen de favoriser l'élection de Kamala Harris, sert en fait à discréditer davantage le pouvoir exécutif du gouvernement et les services de renseignement eux-mêmes.

Des oligopoles composés d'intérêts privés et de bailleurs de fonds n'ayant de comptes à rendre à personne fonctionnent et sélectionnent leurs représentants. Ce qui existe aujourd'hui, ce ne sont pas des partis politiques engagés dans l'information et la politisation du public, mais des factions opérant comme des cartels mafieux, utilisant la dictature et la violence. Les négociations et les politiques visant à atteindre un objectif politique favorable au corps politique ont été supprimées depuis longtemps. Les résultats sont évidents aujourd'hui.

Il est clair pour la plupart des gens que les élections ne servent plus à régler les conflits au sein de la classe dirigeante ou entre la classe dirigeante et le peuple. Les factions qui se disputent le pouvoir sont prêtes à tout pour gagner. Les intérêts privés étroits qui ont usurpé les pouvoirs de l'État au niveau fédéral et au niveau des États ont éliminé toute conception d'un système au service du « bien public ».

Les pouvoirs publics et les services publics sont en ruines tandis que Kamala Harris et Donald Trump jurent que la solution aux graves problèmes auxquels l'humanité

est confrontée est une concentration encore plus grande du pouvoir entre les mains du président. Les pouvoirs de police de la présidence ne sont plus contrôlés.

Les cartels agissent pendant les élections pour intensifier leurs efforts visant à semer la peur et la division et à répandre la désinformation afin d'empêcher le peuple de développer son propre point de référence pour discuter et agir d'une manière qui soit à son avantage.

Dans cette élection, tout cela a donné lieu à une situation dans laquelle visiblement les dirigeants ne peuvent pas contrôler les mouvements en faveur du type de changement que le peuple s'efforce de mettre en place.

L'élargissement et le renforcement du mouvement de résistance en faveur de la Palestine et maintenant du Liban ont été observés sans relâche au cours du seul mois d'octobre, notamment les 5 et 6 octobre, ainsi que lors des conventions nationales du Parti démocrate et du Parti républicain. L'opposition aux attaques contre les immigrants et les réfugiés et contre Cop City à Atlanta, en Géorgie,



l'opposition aux morts aux mains de la police et aux incarcérations de masse, les manifestations contre l'abandon des personnes démunies face à la chaleur, à la sécheresse, aux incendies et à la dévastation causés par les ouragans et les tempêtes tropicales, ainsi que les actions déterminées des travailleurs et des étudiants, tout cela témoigne d'un peuple déterminé à s'exprimer en son propre nom et à défier les tentatives de le réduire au silence et de le réprimer en recourant à de lourdes peines, notamment des licenciements, des amendes et des peines d'emprisonnement.

L'ordre du jour du peuple est de développer de nouvelles institutions pour investir le peuple du pouvoir de décider.



La criminalisation des réfugiés prépare aussi le terrain pour une agression contre le Mexique

Un des principaux arguments de propagande utilisés par les deux candidats à la présidence qui se tiendra le 5 novembre est la menace contre les réfugiés et les gens entrant à la frontière sud des États-Unis avec le Mexique. Promouvoir la peur, avoir recours à une distorsion raciste des événements, criminaliser les réfugiés à la frontière sud, comme le font Kamala Harris et Donald Trump, vise non seulement à inciter des divisions racistes mais aussi à préparer le terrain à de futures agressions et à une possible invasion du Mexique.

Historiquement, de 1846 à 1848, ce fut la façon d'agir pour contrecarrer la guerre civile aux États-Unis et mettre au pas ceux qui sont devenus les principaux généraux confédérés.



Manifestation à New York contre le décret de Joe Biden de fermer la frontière sud et de bloquer illégalement les réfugiés demandeurs d'asile, 6 juin 2024

Pour ce qui est du traitement des réfugiés, le rôle de Donald Trump et de Kamala Harris ressemble à toutes fins pratiques à celui du « bon flic, mauvais flic » très utilisé par les pouvoirs de police. Donald Trump a plus ouvertement recours à des attaques racistes et à des menaces de brutalité, tandis que Kamala Harris criminalise les demandeurs d'asile en disant qu'ils sont « illégaux » alors que la Convention internationale sur les réfugiés, signée par les États-Unis, et la loi américaine, disent clairement que ce n'est pas le cas.

Aux yeux des deux rivaux à la présidence, les demandeurs d'asile fuyant les ravages économiques et politiques imposées à leur pays par les États-Unis représentent une menace contre laquelle il faut sévir – et non des êtres humains ayant des droits. Les deux préconisent des expulsions massives, alors que la Maison Blanche se targuait récemment d'avoir retiré (expulsé) ou retourné (illégalement refusé l'asile à) « plus de trois-quarts de millions de personnes, plus qu'au cours de tout autre année fiscale depuis 2010 ».

L'administration Biden/Harris utilise la prison à Guantanamo sur le territoire de Cuba occupé par les États-Unis pour indéfiniment détenir des Haïtiens et d'autres réfugiés. Dans une lettre datée du 16 octobre, 125 organisations de droits humains ont exigé que le Centre d'opérations pour les migrants à Guantanamo soit fermé et que les demandeurs d'asile soient traités conformément « aux obligations des États-Unis en matière de droits humains. Le gouvernement des États-Unis ne peut pas continuer de cacher son détournement et sa maltraitance des demandeurs d'asile en les exilant à Guantanamo, loin de leurs familles, des défenseurs de droits, de la conscience publique – et de la loi. »

Kamala Harris et Donald Trump n'ont rien dit sur la fermeture de Guantanamo et la criminalisation continue des réfugiés.

L'interdiction actuelle des réfugiés par Biden/Harris au moyen d'une frontière

fermée est beaucoup plus étendue que celle imposée par Donald Trump lorsqu'il était président. En faisant la promotion de décrets présidentiels et de l'impunité présidentielle, et en fermant les frontières, tout est en place pour justifier le fait d'entrer au Mexique, qui serait une mesure nécessaire pour maintenir les réfugiés à l'extérieur et les frontières fermées.

Les deux candidats à la présidence oublient que les immigrants font partie intégrante de la classe ouvrière des États-Unis, et ils jouent un rôle hautement militant et important dans la lutte de la classe ouvrière et du peuple américains pour les droits. Ainsi, les réfugiés deviennent un contingent de la classe ouvrière dès qu'ils foulent le sol américain. Le recours à la peur et aux menaces pour diviser les travailleurs est contesté. Lors d'actions aux deux conventions, démocrate et républicaine, les travailleurs se sont unis pour rejeter les attaques contre les immigrants et les demandeurs d'asile. De nombreuses actions ont aussi eu lieu des deux côtés de la frontière sud et dans des villes frontalières comme Le Paso et d'autres partout au pays.

Comme pour leur rejet du génocide américano-sioniste contre le peuple palestinien, *Pas en mon nom* est la réponse des manifestants aux attaques et à la diabolisation des immigrants et des réfugiés. Cette forte et large résistance sera sans doute un facteur majeur contre toutes tentatives de lancer une invasion contre le Mexique.



La raison pour laquelle les dirigeants américains envisagent une invasion du Mexique est l'incapacité de la classe dirigeante des États-Unis à unir les bureaucraties militaires et civiles et les intérêts privés industriels et financiers en appui à la présidence. C'est perçu comme un moyen de préserver l'Union alors qu'une guerre civile violente ouverte risque d'éclater. Les échecs de l'administration Biden en matière de politique étrangère sont une indication que les guerres à l'étranger comme moyen d'unir la bureaucratie militaire et civile sont un échec. En politique étrangère, les États-Unis sous Joe Biden ont subi une défaite après l'autre, que ce soit en Afghanistan, en Libye, en Syrie, en Irak, en Iran, en Palestine, à Cuba, au Venezuela, en Bolivie, au Honduras, au Nicaragua en plus de l'Ukraine, en Haïti, et dans de nombreux autres pays, dont le Liban et le Yémen, la Chine, l'Union européenne, et certains pays européens. Et maintenant, à la veille de l'élection présidentielle, l'échec imminent à rallier les États arabes derrière les plans des États-Unis pour créer un Grand Israël est un dur coup pour les objectifs d'hégémonie mondiale des États-Unis. Le Mexique est considéré comme étant une proie facile, mais de toute évidence, les dirigeants américains refusent, une fois de plus, de prendre en compte le rôle des peuples et de leur résistance organisée.



Les organisations des droits humains exigent la fermeture du camp de détention de migrants à Guantanamo



Cent vingt-cinq organisations des droits humains ont fait parvenir une lettre au président Biden le 16 octobre pour exiger la fermeture du centre de détention de migrants à Guantanamo. Les organisateurs ont mis en lumière les conditions cruelles au camp de détention qui abrite des enfants et des familles, soulignant l'insalubrité, le manque de soins médicaux, le manque d'éducation pour les enfants et le châtement collectif contre les détenus qui rejettent ces conditions et exigent qu'elles soient changées.

Les organisateurs ont fait valoir que Guantanamo est un trou noir où les gens sont détenus indéfiniment, où ils n'ont pas droit à un avocat et où ils sont séparés de leurs familles et de leurs amis. Comme pour toutes les autres prisons, Guantanamo fait en sorte que ces détentions, ces châtements et ce racisme gouvernemental se passent loin des yeux du public. C'est ce qui permet d'échapper à l'encadrement juridique aux États-Unis stipulant que les demandeurs d'asile doivent être entendus et d'éviter les poursuites judiciaires pour contester les conditions exécrables.



Les États-Unis ont une longue tradition de spécifiquement cibler les réfugiés haïtiens et Haïti elle-même, dans un esprit de revanche contre la révolution haïtienne qui a éliminé l'esclavage et établi un État fondé sur les droits humains pour toutes et tous. Comme l'a souligné un des organisateurs, il y a un lien entre le fait de cibler et de calomnier les Haïtiens à Springfield, en Ohio, et le fait de les détenir à Guantanamo. C'est partie intégrante du racisme, du chauvinisme et de la

violence des États-Unis contre Haïti et son peuple. Un autre organisateur a souligné que ce n'est pas d'hier qu'on a recours à Guantanamo pour détenir les Haïtiens, et qu'on peut retracer la longue liste de poursuites judiciaires à la défense de leurs droits jusqu'en 1993.

Parmi les 125 organisations, certaines militent pour la fermeture des camps de détention aux États-Unis même. Autant les camps de Guantanamo que les camps de détention à l'intérieur du pays seront agrandis. À l'heure actuelle, le Service d'immigration et des douanes (ICE) détient plus de 36 000 personnes dans un réseau de plus de 200 camps de détention voués à l'immigration partout au pays. Cette année, Joe Biden a signé un projet de loi fédéral, augmentant le financement d'ICE pour qu'il puisse tenir en moyenne une population quotidienne de 41 000 personnes en détention et consacre des sommes historiques pour le financement des opérations de détention et de surveillance d'ICE.

Les conditions dans les camps de détention à l'intérieur du pays sont aussi brutales, avec leur manque de soins médicaux, d'eau potable, de nourriture et de conditions de vie sécuritaire et salubres. Des grèves de la faim, surtout menées par les femmes, ont été organisées pour rejeter ces conditions.

La revendication est la fermeture immédiate de Guantanamo et de tous les camps de détention et la défense de la dignité et des droits des immigrants et réfugiés.

Nous reproduisons ici-bas la lettre adressée au président Biden :

« Nous soussignées, les 125 organisations, exhortons l'administration Biden d'arrêter de détenir les demandeurs d'asile à Guantanamo et de permettre que les personnes arrêtées en haute mer puissent trouver refuge aux États-Unis. Alors que l'administration envisage d'utiliser Guantanamo pour détenir les Haïtiens qui ont fui par voie maritime, nous vous exhortons de traiter les demandeurs d'asile conformément à vos obligations en matière de droits humains et de fermer le centre de détention des migrants à Guantanamo.

« Les gens qui n'ont pas eu le choix que de fuir par voie maritime pour éviter la persécution dans leurs pays d'origine ont partagé leur expérience infernale à Guantanamo dans le nouveau rapport 'Offshoring Human Rights : Detention of Refugees at Guantanamo Bay' (Les droits humains délocalisés : Détention de réfugiés à la baie de Guantanamo), par le Projet international d'aide aux réfugiés (IRAP). Une famille, y compris deux enfants, a été arrêtée par la garde côtière américaine et envoyée dans un centre de détention en ruines à Guantanamo, où elle a été détenue jusqu'à ce que ce que l'IRAP intente une poursuite judiciaire. Le gouvernement des États-Unis a empêché les membres de la famille de voir un avocat et a eu recours à un châtement collectif en réponse aux griefs sur la façon qu'ils étaient traités. Pendant plus d'un an, le gouvernement des États-Unis a privé les enfants de leur droit à l'éducation, à des soins médicaux, à de l'aide en santé mentale, de sorte qu'un médecin de la base navale a fini par recommander leur libération immédiate.

« Il est également préoccupant de voir le gouvernement des États-Unis retourner des individus arrêtés en haute mer à leur pays d'origine au risque de leur vie.

Malgré l'opposition des Nations unies et de membres du Congrès, la Garde côtière américaine continue d'arrêter et de rapatrier des Haïtiens dans des conditions de violence extrême en Haïti. Le gouvernement américain a arrêté plus de 11 000 personnes de différentes nationalités d'octobre 2022 à septembre 2023 et retourné près de 500 enfants non accompagnés en Haïti. Ces politiques et ces pratiques empêchent les demandeurs d'asile de pouvoir obtenir un refuge humanitaire aux États-Unis.

« Les États-Unis de longue date ont recours à Guantanamo Bay pour y installer des prisons clandestines loin des yeux du public et de la surveillance judiciaire. Nous exigeons que votre administration ferme le Centre de détention des migrants de Guantanamo et que le traitement des demandeurs d'asile se fasse en vertu des obligations en droits humains des États-Unis. Le gouvernement américain ne peut pas continuer de cacher son détournement et sa maltraitance des demandeurs d'asile en les exilant à Guantanamo, loin de leurs familles, des défenseurs des droits, de la conscience publique – et de la loi. »



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca